

que nous pouvons faire encore bien davantage et qu'aucun délai ne nous est maintenant permis. Notre devoir n'est pas seulement de contribuer à une victoire éventuelle, mais d'assurer cette victoire dans le plus court temps possible, car chaque mois de guerre représente la perte de milliers de vies humaines. Vu sous cet angle, par conséquent, bien que nous ayons accompli beaucoup, ce que nous avons négligé de faire est scandaleux, et on doit l'attribuer au fait que le Gouvernement ne s'est prévalu des droits à lui conférés aux termes de la loi sur la mobilisation des ressources nationales que pour enrégimenter nos ressources humaines.

Voyons où nous en sommes. Nous avons conscrit les hommes pour la défense territoriale. Nous avons fixé un maximum aux salaires sans établir de minimum, de sorte que l'on paie encore dans l'industrie des salaires aussi bas que 30 ou 35c. l'heure à plusieurs endroits au Canada, particulièrement dans la province de Québec, et ces taux sont fixés pour la durée de la guerre. Nous avons immobilisé la main-d'œuvre agricole sur les fermes sans fournir au cultivateur les moyens de payer à ses aides un salaire raisonnable. Nous avons adopté des mesures qui empêchent presque,—notez bien, je dis presque,—les grèves; et cependant, nous n'avons rien fait pour assurer aux ouvriers le droit de s'organiser et de négocier collectivement. Nous avons fixé les prix, ce qui est une excellente chose en principe; mais nous n'avons presque rien fait pour protéger le producteur primaire en vertu de ce projet. Nous avons établi un organisme sous le régime de la loi sur la mobilisation des ressources nationales, qui embrigadera la main-d'œuvre, mais sans consulter les ouvriers au préalable.

* Si vous comparez ce que l'on exige de l'élément humain aux bénéfices réalisés par les corporations, si vous vous rendez compte jusqu'à quel point l'effort économique est contrôlé par les représentants des monopoles, si vous constatez le luxe dont s'entourent encore les riches, si vous comparez que la puissance et les ressources sont de plus en plus concentrées entre les mains de quelques-uns, vous avez là les raisons fondamentales du mécontentement et de la suspicion qui existent au pays actuellement. Je le répète, il nous faut avoir recours à un nouveau programme, un vaste programme qui ordonnera toutes les ressources vers la victoire, qui organisera notre production de manière à en obtenir le maximum de rendement, sans tenir compte des intérêts des particuliers, qui assurera un niveau de vie minimum et un plan de sécurité sociale à tous nos citoyens. Un tel programme inspirerait nos gens en leur faisant entrevoir l'ordre nouveau pour lequel ils se battent. Pour cette raison, je propose l'amendement suivant:

[M. Coldwell.]

Que l'on retranche tous les mots après "Que" dans ladite motion et qu'on les remplace par les suivants:

"Que ce bill ne subisse pas immédiatement sa deuxième lecture, mais qu'il soit résolu que les dispositions prises pour établir la conscription du capital humain pour service outre-mer sans proposer spécifiquement l'application immédiate des pouvoirs conférés par l'article deux de la loi, pour la conscription des industries de guerre, des institutions financières et de la richesse accumulée, ne répondent pas aux urgentes nécessités de la guerre totale, imposent de nouvelles inégalités de sacrifice, et mettent conséquemment en danger la paix, l'ordre et la bonne administration du Canada".

On nous a demandé un peu partout de définir exactement ce que nous entendons par la conscription de l'industrie et de la richesse. Je vais essayer de donner à la Chambre un exposé détaillé de ce que nous voulons au juste dire. Avant d'y arriver, cependant, j'aimerais faire deux ou trois observations préliminaires.

Je sais que dans bien des cas cette question relative à ce que nous avons en vue quand nous parlons de la conscription de l'industrie et de la richesse est posée de bonne foi par des gens qui veulent réellement savoir ce que signifie notre projet. Je sais aussi, cependant, que cette question vient de groupes qui en connaissent fort bien la signification, mais qui cherchent à déprécier notre projet en créant de la confusion autour de son objet pourtant bien simple. C'est un fait significatif que dans presque tous les nombreux articles de rédaction publiés récemment par les journaux sur ce sujet, on commence par déclarer ne pas savoir ce que signifie la conscription de la richesse, et l'on affirme tout de suite après que la richesse est déjà conscrite. Ces gens ne savent pas ce que cela signifie, mais la chose existe déjà. Il m'est inutile, je crois, d'insister davantage sur l'évidente malhonnêteté d'une telle critique. J'aimerais établir bien clairement que les observations que je vais faire n'épuiseront pas la question. Les propositions que je vais formuler sont, à notre point de vue, les mesures les plus urgentes, les plus essentielles à un effort de guerre total et à tout programme d'action tendant à l'égalité de sacrifice. Les propositions que nous offrons au Gouvernement, au Parlement et à la population du Canada se résument à une demi-douzaine de mesures concrètes que j'ai exposées dans mon discours à la Chambre, le 26 janvier dernier. Je vais d'abord en faire l'énumération et je les étudierai ensuite une à une. Voici ces mesures:

1. La nationalisation des institutions financières, de manière que nous puissions faire les fonds de notre effort de guerre sans inflation ou sans accroissement de la dette.